

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FE Lamballe SAS

Parc de la Haute Borne
5 RUE HORUS
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : -

Code AIOT : 0005517840

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement FE Lamballe SAS implanté Lamballe 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 25/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Lamballe SAS
- Lamballe 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005517840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 2010 comprend 3 éoliennes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bridage chiroptérique	AP Complémentaire du 26/11/2021, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Amende	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Amende	Demande d'action corrective	1 mois
4	Conclusions du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14, 22 et 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments constatés lors de l'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 février 2023, relatif à :

- L'identification des aérogénérateurs
- L'affichage des prescriptions destinées aux tiers.

Cependant, en raison de la mortalité brute relevée lors du suivi environnemental de 2024, l'exploitant est tenu de :

- **Déclarer sans délai tout incident de destruction d'espèces protégées**, comme prévu à l'article R512-69 du Code de l'environnement.
- **Renforcer les mesures de réduction** pour limiter l'impact du parc éolien sur la faune volante, notamment les chiroptères et l'avifaune.
- **Réaliser un suivi environnemental en 2025**. Ce suivi devra débuter dès janvier 2025 pour garantir une couverture annuelle complète de l'avifaune.
- **Mettre en place des procédures** garantissant le respect des conditions de bridage nocturne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur [...]. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 11/12/2024, il a été constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro visible sur son mât. • Deux panneaux d'information sont présents sur les chemins d'accès aux aérogénérateurs : Un panneau sur le chemin menant à l'éolienne E1 et un panneau commun sur le chemin menant aux éoliennes E2 et E3. • Les panneaux affichent clairement les consignes de sécurité, notamment : • Les actions à suivre en cas de situation anormale. • Les interdictions d'accès aux aérogénérateurs. • Les mises en garde contre les risques d'électrocution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des éléments constatés, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 février 2023, relatif à :

- L'identification des aérogénérateurs
- L'affichage des prescriptions destinées aux tiers.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Bridage chiroptérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Amende
- date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2024

Prescription contrôlée :

Un arrêt nocturne en faveur des chiroptères sur la totalité des éoliennes du parc éolien de Lamballe lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Du 1er avril au 31 octobre ;
- Du crépuscule (1 h avant le coucher du soleil) à l'aube (1 h après le lever du soleil)
- Lorsque la vitesse du vent inférieure à 5,5 m/s
- Lorsque la température extérieure supérieure à 11 °C
- Absence de précipitation (sous réserve de la fiabilité des détecteurs de pluviométrie).

[...]

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les enregistrements permettant de justifier du respect de la mise en place de ce bridage dans le respect des conditions citées ci-dessus.

Constats :

Lors de l'inspection du 11/12/2024, l'exploitant a transmis l'ensemble des enregistrements couvrant la période d'avril à octobre 2024 pour justifier de la mise en œuvre des mesures de bridage nocturne. Ces enregistrements montrent que les trois éoliennes du parc (E1, E2 et E3) ont été soumises aux conditions d'asservissement définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021.

Par ailleurs, les données de fonctionnement de l'éolienne E3 pour la période du 10 juin au 31 octobre 2024 ont été analysées par l'inspection des installations classées. Il ressort de cette analyse, basée sur les données fournies par l'exploitant, qu'un **dysfonctionnement du bridage a**

été constaté pour l'éolienne E3 entre le 17 juillet 2024 et le 19 août 2024.

L'exploitant précise que ces dysfonctionnements sont liés à l'emplacement de la station météorologique, située sur l'éolienne E2, qui permet de recueillir les données climatiques. Ces données de la station météorologique sont ensuite utilisées pour activer ou désactiver les éoliennes via un programme commun. L'exploitant signale des problèmes de communication entre les automates des différentes éoliennes, ce qui a conduit à ces dysfonctionnements.

L'exploitant considère que l'installation d'une station météorologique sur chaque éolienne permettra de résoudre ces dysfonctionnements en réduisant les risques de défaillances de communication entre les automates.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La prescription relative au bridage nocturne en faveur des chiroptères n'a pas été pleinement respectée, notamment sur l'éolienne E3 entre le 17 juillet et le 19 août 2024. D'après l'exploitant, les dysfonctionnements sont dus à des problèmes de communication entre les automates des éoliennes.

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour mettre en place des procédures garantissant le respect des conditions de bridage nocturne. Ces procédures devront inclure l'émission d'une alerte en cas de dysfonctionnement de la station météorologique ou du système d'asservissement des éoliennes. En cas de défaillance constatée, l'ensemble du parc éolien devra être mis à l'arrêt jusqu'à résolution de la défaillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article 3

Thème(s) : Autre, Suivi environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Amende
- date d'échéance qui a été retenue : 13/02/2025

Prescription contrôlée :

Afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, la société SAS FE LAMBALLE réalise un nouveau suivi l'année suivante, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

En lien avec les conclusions du suivi ornithologique de 2020, le suivi environnemental sera

complété par les prescriptions suivantes :

- Pour les chiroptères : il comprendra un suivi d'activité en hauteur sur une période d'activité des espèces couplé à un suivi de mortalité.
- Pour l'avifaune : il comprendra un suivi mortalité sur la même période que les chiroptères ainsi qu'un suivi d'activité qui accordera une attention particulière aux 4 espèces qui présentent un intérêt patrimonial et une sensibilité à l'éolien, à savoir l'Alouette des champs, la Buse variable, le Faucon crécerelle, Mouette rieuse.

Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Dans ce cas le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

Les résultats obtenus à l'issue de ce suivi sont communiqués à l'inspection des installations classées. En cas d'impact identifié, des mesures correctives doivent être proposées par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a confirmé qu'un suivi environnemental a été réalisé pour l'année 2024. Une réunion était programmée, post inspection, en janvier 2025 avec le bureau d'études ayant mené ce suivi. Cependant, le rapport du suivi environnemental est en cours de rédaction. En l'absence de ce rapport, l'inspection ne peut statuer sur le respect de cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose d'un délai de 1 mois pour transmettre le rapport du suivi environnemental de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conclusions du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité

de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.
A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé le nombre de mortalités brutes retrouvées au pied des éoliennes du parc de Lamballe lors du suivi environnemental de 2024.
Les mortalités brutes recensées (6 oiseaux et 4 chiroptères) montrent un impact non négligeable sur plusieurs espèces notamment les martinets noirs, les pipistrelles, et l'alouette lulu. La présence de cadavres au pied des éoliennes souligne l'insuffisance des mesures de réduction actuellement en place pour limiter l'impact des aérogénérateurs sur l'avifaune et les chiroptères.

De plus, il a été constaté lors de l'inspection que :

- Les plateformes des éoliennes E2 et E3 présentent une végétation non contrôlée, ce qui peut attirer des espèces sensibles.
- Les éclairages automatiques des éoliennes n'étaient pas désactivés en période nocturne, ce qui peut également attirer la faune volante.

Post inspection, l'exploitant a certifié que les éclairages lumineux automatiques sont désormais désactivés. Un devis pour l'entretien des plateformes a été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- **Déclarer sans délai** tout incident de destruction d'espèces protégées, comme prévu à l'article R512-69 du Code de l'environnement.
- **Renforcer les mesures de réduction** pour limiter l'impact du parc éolien sur la faune volante, notamment les chiroptères et l'avifaune.
- **Réaliser un suivi environnemental en 2025.** Ce suivi devra débuter dès janvier 2025 pour garantir une couverture annuelle complète de l'avifaune.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14, 22 et 23

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'entraînement

Prescription contrôlée :

Article 17 AMPG du 26/08/2011 susmentionné

Le /.../ personnel compétent /.../ connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des

exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

Article 22 AMPG du 26/08/2011 susmentionné

L'exploitant /.../ est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes /.../

Article 23 AMPG du 26/08/2011 susmentionné

/.../ L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. /.../

Constats :

Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection terrain, le mercredi 11 décembre 2024. Cet exercice visait à simuler une situation d'urgence liée à un incendie au pied de l'éolienne E1.

10 h 22 : Déclenchement de l'exercice par un appel au numéro d'urgence affiché sur le panneau d'information, signalant un incendie au pied de l'éolienne E1. L'appel a été pris en charge par le département maintenance d'Innovent, qui a rappelé les consignes de sécurité : éloignement immédiat de l'éolienne, arrêt du parc éolien, et contact avec le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours).

10h27 : Le département maintenance informe le centre de maintenance de l'incident et demande l'arrêt de l'éolienne concernée.

10h30 : L'éolienne E1 est arrêtée. L'équipe de maintenance dispose d'informations sur la vitesse du vent (2,9 m/s) et l'orientation de la nacelle (180° par rapport au Nord). Cependant, la direction du vent est une donnée plus complexe à obtenir, nécessitant une connexion au SCADA de l'éolienne, alors qu'il s'agit d'une information primordiale pour la gestion de l'incident. L'exploitant doit pouvoir s'assurer à tout moment que ses aérogénérateurs sont correctement orientés par rapport à la direction du vent.

10h31 : L'exercice est terminé, et l'éolienne E1 est redémarrée.

Type de suites proposées : Sans suite